



DECLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRESIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRENEES-MEDITERRANEE

BASSIN ADOUR-GARONNE NOUS SOMMES TOUJOURS EN RETARD !

220 millions de déficit de m³ d'eau en 2018, 1,2 milliard en 2050.

Nous mesurons depuis 10 ans l'allongement de la durée des périodes de sécheresse, l'augmentation des températures, l'accroissement démographique, et depuis 10 ans nous ne faisons rien pour sécuriser les ressources en eau dans les territoires.

L'abandon de la réserve d'eau de Charlas (200 millions de m³), dix ans pour faire une petite retenue sur le Tescou (Tarn-et-Garonne) stoppée par le drame de Sivens, les recours perpétuels contre tout projet, y compris contre l'extension du Lac de Montbel en Ariège, ont aujourd'hui mis les élus et l'administration dans la « centrifugeuse du renoncement ».

Si nous voulons préserver une économie de production, des activités agricoles et agroalimentaires de qualité, développer des circuits courts pour parvenir à l'autonomie alimentaire, mais aussi accueillir 1 million d'habitants supplémentaire en 2030, il nous faut savoir stocker l'eau quand il pleut, économiser les ressources, et améliorer la qualité de l'eau.

Il tombe 90 milliards de m³ par an, il en reste 35 milliards après évaporation... il faut en stocker 1,2 milliard d'ici 2050. Il est temps de commencer !

Ce « plan d'adaptation au changement climatique » présenté le 2 juillet 2018 pour adoption au Comité de Bassin Adour-Garonne, dont la rédaction est d'une grande qualité, comporte certes des mesures sur le changement des pratiques, l'aménagement et le développement durable des territoires, les usages de l'eau, mais il faut aussi un plan de sécurisation de l'eau. Cela nécessite dans le même temps d'obtenir du Président de la République et du Gouvernement une immense simplification administrative dans l'élaboration des dossiers et des procédures pour interdire tous les recours abusifs et une suppression de la surréglementation qui ne nous est pas imposée par l'Europe.

La confiance ne sera rétablie que par des mesures concrètes. Le CESER Occitanie participera à la mobilisation générale pour la transition écologique et pour un plan régional de sécurisation des ressources en eau : ce qui reste à faire...